NON CLASSIFIÉ



Enquête publique sur l'ingérence étrangère dans les processus électoraux et les institutions démocratiques fédéraux

Addendum au résumé d'entrevue : témoins d'une subdivision de la Direction du directeur adjoint des exigences du SCRS*

De hauts fonctionnaires d'une subdivision opérationnelle du Service canadien du renseignement de sécurité (« SCRS ») ont été rencontrés en entrevue par les avocats de la Commission le 23 février 2024. L'entrevue s'est déroulée dans un environnement sécurisé et comportait des références à des informations classifiées. Cet addendum contient des informations fournies lors de l'entrevue qui sont pertinentes pour la partie 2 des travaux de la Commission et qui, selon la Commissaire, ne porteraient pas préjudice aux intérêts essentiels du Canada ou de ses alliés, à la défense nationale ou à la sécurité nationale.

Note aux lecteurs

 Les segments de texte entre crochets sont des notes explicatives fournies par les avocats de la Commission pour aider le lecteur.

1. Michael Chong

[1] Le témoin n° 1 du SCRS a expliqué que sa subdivision, en coordination avec l'équipe spéciale sur l'ingérence étrangère du SCRS, a aidé à préparer la séance d'information organisée avec Michael Chong en 2023. Le témoin n° 1 et le témoin n° 2 ont expliqué que, lorsque M. Chong avait précédemment reçu des informations de la part du SCRS, ce n'était pas dans le cadre d'une mesure de réduction de la menace.

Conséquemment, M. Chong ne s'était pas vu remettre d'informations classifiées et détaillées concernant l'intérêt que portait la République populaire de Chine à son égard et à l'égard de sa famille. Cette approche reflétait également le fait qu'aucun

^{*} Traduction.

NON CLASSIFIÉ

renseignement particulier n'indiquait un danger physique imminent, ou la menace d'un tel danger, pour M. Chong ou les membres de sa famille.